

Présidentielle: la drôle de précampagne

di Françoise Fressoz

Aun an de l'élection présidentielle, il serait malvenu de critiquer la profusion de projets et de propositions qui jaillissent à travers la publication de livres ou la réactualisation de doctrines partisans. Le pays est confronté à de tels bouleversements géopolitiques et à de tels défis intérieurs, liés entre autres au vieillissement de la population et au poids de l'endettement, que le contraire serait inquiétant. De Gabriel Attal à Raphaël Glucksmann en passant par François Bayrou, Bruno Le Maire ou Elisabeth Borne, beaucoup se soumettent à cet exercice.

A cette aune, le travail mené par le Parti socialiste (PS) mérite quelques considérations. A défaut de parvenir à sélectionner son candidat et à le faire accepter par un nombre significatif d'alliés, le parti a revu sa doctrine, après une série de déconvenues électorales. Il faut se souvenir que, lors de la présidentielle de 2022, Anne Hidalgo n'avait recueilli que 1,75 % des suffrages exprimés, 20 points derrière Jean-Luc Mélenchon.

Dénonciation d'un « *capitalisme prédateur* », ode à la liberté considérée comme un combat social tant les inégalités de destin restent fortes, remise en cause d'un mode de production et de consommation qui « *encourage la prédation et le gaspillage* », refus d'une société de plus en plus polarisée, réaffirmation de l'ancrage européen, le texte piloté par l'eurodéputée Chloé Ridet, proche du premier secrétaire, Olivier Faure, entend proposer un « *nouveau socialisme du XXI^e siècle* » en proclamant obsolète le temps de la social-démocratie.

La gêne que procure le projet vient du trou noir qu'il ne parvient pas à combler : que dire des cinq années durant lesquelles François Hollande, entouré de tous les courants du PS, a exercé le pouvoir ? Le parti a été incapable de mener le droit d'inventaire au lendemain du délitement de 2017. Neuf ans plus tard, il s'en montre

toujours incapable, au point que l'ancien président de la République se sent obligé de procéder lui-même à l'exercice dans une interview à *Marianne*, le 16 avril. « *Pour la gauche, gouverner est une épreuve, mais gouverner doit être son but. Sinon, elle parle ou elle crie. Mais, rien ne bouge* », professe celui qui affirme par ailleurs « *se préparer* » en vue de la prochaine échéance.

Du projet au programme

Quant à son ancien premier ministre Bernard Cazeneuve (2016-2017), lui aussi potentiel candidat au scrutin de 2027, il ne peut que constater le rétrécissement auquel le parti se condamne en considérant comme obsolète l'acquis social-démocrate. Dans un entretien au *Figaro* paru le 29 avril, l'ancien maire de Cherbourg (Manche) s'en revendique, au contraire, pleinement en citant les quatre axes qui restent, selon lui, d'une brûlante actualité : « *le respect de la République dans ses principes, ses fondements et ses valeurs* », la réconciliation « *de l'efficacité économique et de la justice sociale, la lutte contre le réchauffement climatique sans décroissance, le retour du multilatéralisme face à des régimes autoritaires* ». En total désaccord avec la stratégie d'Olivier Faure qui a consisté à faire alliance avec Jean-Luc Mélenchon en 2022, puis en 2024, avant de prendre ses distances avec le leader de La France insoumise (LFI), il ne peut que constater que sa place est ailleurs.

Le PS veut-il un jour revenir au pouvoir et, si oui, avec qui ? Impossible, à ce stade, de trancher la question tant les ambitions qu'il affiche apparaissent difficilement conciliables entre elles en ces temps de difficultés budgétaires : valoriser le travail, mais revenir à la retraite à 62 ans ; réindustrialiser le pays, mais taxer le patrimoine des ultrariches sans tirer les leçons de ce qu'avait coûté à François Hollande son projet de taxer à 75 % les très hauts revenus ; revaloriser les services publics en faisant fi du poids de la dette.

Tout dépendra de la capacité du parti à faire émerger un candidat et à passer du projet au programme, ce moment décisif où les propositions se resserrent et se chiffrent, dans une indispensable confrontation au réel. On n'y est pas, si bien que l'unique vertu du projet apparaît à ce stade purement défensive : il s'agit de réaffirmer une identité socialiste au moment où le parti est doublement attaqué, sur

sa gauche par LFI, et au centre par tous ceux qui se réclament de l'Europe, du progressisme et de l'universalisme.

On touche là aux limites de ce qu'il se produit dans cette drôle de précampagne électorale : les propositions fusent, mais elles restent en fin de compte irréelles tant qu'elles ne sont pas portées par un candidat qui aura réussi à créer autour de son nom un minimum de dynamique. Hormis LFI, qui s'est déjà doté d'un candidat, Jean-Luc Mélenchon, d'un projet et d'une armée de seconds couteaux prêts à se déployer, tous les partis restent dans le flou, y compris le Rassemblement national (RN), qui, à ce stade, bénéficie pourtant de la plus forte dynamique électorale. L'incertitude qui pèse sur le nom de son candidat en raison de la menace d'inéligibilité qui entrave Marine Le Pen conduit le parti d'extrême droite à des contorsions idéologiques dont il est au demeurant coutumier.

Dans le discours qu'elle a prononcé le 1^{er} mai, la cheffe de file du RN a fait deux pas significatifs. Elle a, d'une part, acté l'abandon d'un projet de mesure constitutionnelle visant à interdire l'accès des binationaux aux postes les plus stratégiques de l'Etat, une mesure qui avait coûté cher à son parti lors de la campagne des législatives de 2024. Elle s'est aussi mise à dénoncer l'« *assistanat* », elle qui, jusqu'à présent, n'avait cessé de se faire la défenseuse des plus faibles.

S'agissait-il de prendre acte du durcissement de son propre électorat sur le sujet ou de ménager les arrières de Jordan Bardella, le président du parti, adepte d'un rapprochement avec la droite, alors que ce thème est développé jusqu'à plus soif par des personnalités comme Laurent Wauquiez ou Bruno Retailleau ? Ces ajustements posent en tout cas la question de la sincérité des convictions d'un parti, prêt à toutes les contorsions pour accéder au pouvoir.